

subventions différentes telles que les déductions pour éducation et les régimes enregistrés d'épargne-logement ont coûté en 1974 au gouvernement 6.4 milliards de dollars en manque à gagner, qui ont profité en grande partie aux contribuables à revenu élevé.

Le Conseil a préparé un tableau à partir des données du ministère du Revenu national, tableau qui indique que la prestation moyenne touchée par contribuable grâce à ces 17 subventions, en 1974, était d'environ \$244 pour ceux qui ont un revenu inférieur à \$5,000. Mais les personnes qui gagnent plus de \$50,000 ont bénéficié d'un crédit d'impôt de l'ordre de \$4,000. Eh bien, «à ceux qui ont il sera donné», comme j'ai entendu des députés le dire en d'autres occasions.

Le Conseil donne un certain nombre d'exemples du fonctionnement du système. Il signale, par exemple, qu'une personne gagnant entre \$5,000 et \$10,000 par an et qui place \$1,000 dans un régime enregistré d'épargne-logement a droit à une déduction fiscale de \$264 par an, tandis qu'une personne gagnant entre \$15,000 et \$20,000 récupère \$365 en vertu du même régime. Voici ce que dit le président du comité qui a préparé le rapport, M. Douglas Barr, de Toronto:

Il est normal que les riches paient plus que les pauvres. Ce que les gens ne comprennent pas, c'est que le système de subventions est tout à fait rétrograde et permet aux riches, qui peuvent profiter des déductions de revenu pour intérêts et du régime enregistré d'épargne-logement, de payer proportionnellement moins d'impôts.

On a beaucoup parlé de la façon dont le gouvernement actuel, et les gouvernements en général, ont exercé de trop fortes pressions sur le secteur des entreprises. On serait porté à croire que les entreprises au Canada sont acculées au pied du mur. Il y a une semaine environ, un ancien ministre du cabinet libéral, M. Eric Kierans, s'est adressé à un organisme très respectable, le Conference Board. Je me permets de consigner au compte rendu certaines affirmations qu'il a faites à l'occasion de ce discours qu'il a intitulé «Le système de l'entreprise mixte est-il en voie de disparition?» En voici un extrait:

Exception faite du Royaume-Uni, je doute qu'aucun pays au monde ait donné à ses 1,000 plus grosses entreprises autant de généreux cadeaux sous forme de subventions, d'allègements fiscaux, d'amortissements de deux ans, de franchise sur les coûts de fusion, de prêts à faible intérêt, de crédits à l'exportation et d'assurance, que ne l'a fait le gouvernement Trudeau.

Il poursuit en ces termes:

Le but d'une société est de faire des bénéfices, ou du moins 99.5 p. 100 de bénéfices puisqu'un demi p. 100 sert à des fins philanthropiques. On ne peut pas dire que les entreprises ne soient pas parvenues à leurs fins depuis cinq ans.

● (2110)

J'aimerais souligner que nous parlons là de cinq années où nous avons eu un gouvernement libéral dirigé par le premier ministre actuel.

Il poursuit en signalant que les profits ont augmenté de 12.8 p. 100 en 1971, 23.3 p. 100 en 1972, 34.4 p. 100 en 1973, 27.2 p. 100 en 1974 avant de se stabiliser en 1975 avec une légère diminution de 2.9 p. 100. En d'autres termes, les profits sont passés de 7.7 milliards en 1970 à 18.8 milliards en 1975, soit une augmentation de 131 p. 100. Et pourtant, pour reprendre l'expression d'un dirigeant canadien bien connu, Ottawa le malveillant ne comprend pas la libre entreprise.

En dépit de l'impression populaire, les taux de l'impôt sur le revenu des sociétés ont baissé au cours de cette période de cinq ans. En 1970, les sociétés ont payé au fédéral un taux réel de 29.6 p. 100 sur leurs profits se chiffrant à 7.7 milliards de

dollars; en 1975, le taux réel de l'impôt fédéral était de 26.6 p. 100 sur des profits de 17.8 milliards de dollars.

Ensuite, M. Kierans cite quatre exemples de grandes sociétés—la Banque Royale, le Canadien Pacifique, le consortium Noranda et l'Imperial Oil—qui de 1970 à 1975, ont augmenté leur actif presque autant que pendant les 50 à 75 années précédentes de leur existence. Il ne faut donc pas s'étonner si lorsque nous avons un régime fiscal de ce genre, les gens sont tellement désespérés, désabusés des gouvernements libéraux tant fédéral que provincial, qu'ils votent pour un parti dont ils ne partagent pas les principes fondamentaux.

J'aimerais discuter brièvement d'une autre raison pour laquelle la population du Québec a voté comme elle l'a fait. Je répète encore une fois qu'il est regrettable que les Québécois aient jugé nécessaire ou souhaitable de voter pour un parti séparatiste. J'aimerais citer un passage de la revue *The Canadian* du 7 juin 1975, paru dans le *Tribune* de Winnipeg. Dans un article intitulé *The real losers*, Mary Kate Rowan décrit la vie de tous les jours à Montréal, dans la province de Québec, où l'on a dépensé plus d'un milliard de dollars pour une folle équipée de deux semaines. Voici ce qu'elle raconte au sujet de la ville de Montréal et ce que les gouvernements libéraux, fédéral et provincial, ont permis et continuent de permettre:

Au Canada, on estime que 25 p. 100 des enfants vivent dans la pauvreté, mais à Montréal ce chiffre s'élève à 46 p. 100, soit presque le double de la moyenne nationale.

A Montréal, cette même ville qui dépense 320 millions de dollars pour un stade olympique futuriste compte 15,000 logements qui n'ont pas l'eau chaude. Dans 10,625 foyers, les familles n'ont ni baignoire ni douche.

Elle rappelle ensuite qu'un jour le Conseil scolaire de l'île de Montréal ayant 3,4 millions de dollars à distribuer aux écoles des quartiers pauvres, avait demandé à trois chercheurs de lui indiquer où se trouvaient ces quartiers. Ils ont constaté que dans le Grand Montréal, un peu moins du quart des enfants de moins de 15 ans pouvaient être considérés comme pauvres. Dans la ville même de Montréal cette proportion se montait à 46 p. 100.

D'après le service de la santé de la ville de Montréal qui a mené une enquête dans une école publique du centre-ville fréquentée par les enfants de familles pauvres, on a constaté que la moitié des enfants vivaient dans des logements où manquaient tantôt une baignoire, tantôt l'eau chaude, tantôt l'une et l'autre à la fois. D'après cette même étude, 21 p. 100 des enfants souffraient de malnutrition et plus de 25 p. 100 étaient de poids ou de taille insuffisants pour leur âge. Et ainsi de suite, monsieur l'Orateur.

Comment les gouvernements peuvent-ils laisser subsister cet état de choses, monsieur l'Orateur? Pourquoi des gouvernements libéraux qui se sont mêlés de bâtir des stades olympiques spectaculaires n'ont-ils pas préféré construire des logements pour les économiquement faibles? Pourquoi le gouvernement est-il allé construire l'aéroport de Mirabel, plutôt que d'instaurer des cantines scolaires? En cherchant à se convaincre qu'il fallait combattre l'inflation, il combat l'inflation sur le dos des pauvres, des démunis et des chômeurs.

Le bill dont nous sommes saisis légalise la suppression de programmes de création d'emplois tel que Perspectives-Jeunesse et sanctionne les coupures apportées à des programmes comme le PIL et le PLACE. Nous ne sommes pas ici pour reproduire certaines des critiques fondamentales qui ont été faites sur ces programmes, mais il est évident, et cela saute aux